

Christiane Kohser-Spohn, Frank Renken (Hg.), Trauma Algerienkrieg. Zur Geschichte und Aufarbeitung eines tabuisierten Konflikts, Frankfurt a.M. (Campus) 2005, 350 p., ISBN 3-593-37771-3, EUR 32,90.

rezensiert von/compte rendu rédigé par
Nassima Bougherara, Grenoble

Ce livre rassemble les actes d'un colloque international consacré à la guerre d'indépendance algérienne et à ses tabous. Il s'est déroulé le 24 février 2004 à l'Institut de recherche internationale en pédagogie à Braunschweig en Allemagne. Des universitaires et des chercheurs algériens, allemands et français se sont fixés pour objectifs d'élargir les champs de la recherche historique en matière de traumatismes et de »non-dits«.

L'instrumentalisation de cette question encore »tabou«, son élaboration historiographique des deux côtés de la Méditerranée ainsi que son enseignement et les modalités de sa transmission pédagogique et médiatique ont fait l'objet des différentes interventions. Cette rencontre a permis de présenter d'autres approches interdisciplinaires et d'initier la réflexion sur la »transférabilité« du concept de »Vergangenheitsbewältigung« (travail de mémoire ou élaboration des événements du passé), concept plus particulièrement appliqué à l'histoire allemande, et sur celui de »Geschichtspolitik« – notion difficile à traduire car elle prête à plusieurs significations possibles: s'agirait-il d'une »politique de l'histoire« incluant non seulement des axes de recherches interdisciplinaires, des méthodologies diversifiées, des programmes scientifiques et pédagogiques du traitement du passé mais qui engloberait aussi son exploitation politique et/ou idéologique?

C'est par ce signifiant que les auteur(e)s ont appréhendé la question de la fonctionnalisation de l'histoire dans les processus politiques contemporains et introduit l'ensemble des thèmes inhérents à la décolonisation. Ils souhaitent ainsi élargir les perspectives d'échanges et de dialogue par delà les frontières nationales trop étroites.

En procédant à la publication de cet ouvrage, les éditeurs, Christiane Kohser-Spohn et Frank Renken, souhaitent donner aux lectrices et aux lecteurs allemands des clefs d'accès à la complexité de l'histoire franco-algérienne. Tentant de dépasser une histoire souvent réduite au pré-carré franco-français et algéro-algérien et d'étendre outre-Rhin l'audience de ces débats, ils réussissent – dans une certaine mesure – à mettre à la disposition des lecteurs non avertis quelques outils leur permettant de pénétrer dans l'enchevêtrement du processus de décolonisation et dans l'opacité du contexte algérien postcolonial.

Mais à la lecture attentive de l'ouvrage, l'on peut se demander si des lecteurs si peu au fait pourront se familiariser avec des centres d'intérêt spécifiques, si les tâches spécialisées et parfois pointues de la recherche en histoire et en sociologie politiques ne les décourageront pas et s'ils pourront effectivement comprendre ses implications et en saisir les enjeux contemporains des deux côtés de la

Méditerranée.

Dans sa préface, Christiane Kohser-Spohn, historienne, développe les thèmes de la recherche pédagogique en histoire, de sa transmission et de son enseignement dans un «présent encore chaud». La pression d'intérêts divers influence l'approche sensible de la guerre et de la paix en général et celle de la guerre d'indépendance en particulier. Ainsi les manuels d'histoire reproduisent l'idéologie dominante et portent simultanément des indices dévoilant la façon dont les événements politiques contemporains peuvent occulter, révéler un conflit et influencer par conséquent sur sa perception dans la société.

En France, vingt ans durant, les manuels des classes de terminales ont reflété la doctrine officielle: «Il n'y avait pas eu de guerre en Algérie». En 1982, puis en 1988, sous l'influence des orientations gouvernementales, la restructuration des enseignements d'histoire a permis de concevoir de nouveaux programmes de classes de terminales incluant le thème de la guerre en Algérie. Christiane Kohser-Spohn souligne que l'on a procédé à une simple et stérile classification historique. Les défaillances des dirigeants de la IV^e République sont présentées comme les seules responsables des pages sombres de la guerre coloniale, tandis que le général de Gaulle apparaît, aujourd'hui encore et de façon exclusive, comme l'homme de la «solution pacifique» et comme un personnage clef qui se situe «au-dessus de l'histoire».

Les grandes manifestations et la résistance organisées en France contre la guerre sont ignorées par la majorité des manuels. La menace d'un transfert de la guerre civile en France étant potentielle, la vérité officielle va donc consister à cacher les tensions et les déchirements de la société française et à transmettre l'image d'une Nation confiante, indivisible et rassemblée derrière le Général. À partir de 1998, depuis la fin de la guerre froide et suite au changement de gouvernement en France, on assiste à une réduction significative de la place réservée à la décolonisation. Mais paradoxalement, au moment où la question algérienne perd de son importance dans les manuels d'histoire, celle-ci rebondit dans les débats publics et les médias. Les témoignages et l'exploration scientifique de cette question s'entrecroisent sans cesse. De façon implicite, la recherche, la mémoire (le souvenir) et le politique sont interdépendants. Il en va de même pour les médias qui tendent à «confondre» mémoire et politique. La démarche consiste par conséquent à traiter ces aspects sous les éclairages les plus diversifiés.

Frank Renken, chercheur au Centre Marc Bloch, Institut de recherches en sciences sociales à Berlin, procède à une introduction historique qui familiarise le lecteur avec les origines du conflit. Il situe le mouvement insurrectionnel dans son contexte international et le décrit comme le catalyseur du processus global de la décolonisation. Par le biais d'une analyse des mécanismes intérieurs de la guerre coloniale, il en fait ressortir ses effets inhérents: la torture, l'exécution de prisonniers algériens, les camps de regroupements, l'exode rural et celui des Européens d'Algérie.

Dans un deuxième chapitre, Jacques Floch, fonctionnaire au ministère des Anciens Combattants – à l'initiative du projet de loi identifiant pour la première fois le soi-disant «rétablissement de l'ordre en

Algérie» comme ayant été une guerre (Assemblée nationale 1999) – témoigne de son vécu d'appelé en Algérie. De façon assez idéaliste et plutôt aléatoire à notre sens, il s'engage pour une réconciliation franco-algérienne à l'exemple de la réconciliation franco-allemande. Guy Pervillé, professeur d'histoire contemporaine à l'université Toulouse-Le Mirail, présente les conditions dans lesquelles la question algérienne devient l'objet de la recherche historique française depuis les années 1990 et à quelles résistances elle se heurte. Claire Mauss-Copeaux, historienne au Centre national de recherches scientifiques et à la Maison de l'Orient à Lyon, explicite la façon dont la question des crimes et de la violence se pose au chercheur. Elle souligne l'utilité de l'histoire orale face à l'inaccessibilité des archives et à la pression de cercles militaires qui font obstacle à la révélation des faits bruts. Patrick Evenos, historien, secrétaire général de la Société pour l'histoire des médias et professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, relève l'importance du rôle influent des médias quant à la connaissance et/ou la découverte du passé, à l'exemple de l'intensité soudaine des débats sur la torture provoqués par la publication d'un article dans »Le Monde« en juin 2000. Dietmar Hüser, professeur d'histoire contemporaine de l'Europe occidentale à l'université de Kassel, traite de ces débats de façon originale en les situant dans une confrontation théorique, plus élargie qui oppose les concepts de »culture de la commémoration« (*Gedenkkultur*) et de »culture de la mémoire« (*Erinnerungskultur*), illustrée par l'action des groupes musicaux de Rap des enfants d'immigrants algériens. Ces derniers ont ainsi et très tôt contribué à la révélation du non-dit sur la politique coloniale et dénoncé ses »trous de mémoire« tout en établissant un lien entre les doctrines colonialistes et les phénomènes xénophobes d'aujourd'hui. Mechtild Gilzmer, professeur de littérature française à l'université technique de Berlin, analyse la fonction de la littérature dans ce processus d'élaboration de l'histoire et démontre par divers exemples que la confrontation avec le passé algérien suscite un regard plus critique sur la résistance. Elle décrit dans quelle mesure la vulgarisation (*Trivialisierung*) littéraire de sujets tabous normalise le rapport à la guerre; la diversité et l'internationalité de l'accès à la question pouvant offrir par ailleurs le point de départ d'un futur dialogue franco-algérien. Sandrine Lemaire, historienne, conclut ce chapitre par l'étude de manuels scolaires. L'Algérie assumerait un rôle clef dans l'appréhension du colonialisme français. La guerre d'indépendance contredit la fiction selon laquelle la Méditerranée coulerait à travers la France comme la Seine à travers Paris. Son exclusion des programmes français d'enseignements de l'histoire n'étant que la suite logique d'une idéalisation de l'époque coloniale.

Les contributions du troisième chapitre traitent de l'exploitation historique de la guerre de libération par les dirigeants de l'Algérie indépendante. Werner Ruf, professeur émérite en sciences politiques à l'université de Kassel, nous introduit dans l'histoire postcoloniale du pays, une histoire marquée par la transformation de l'ancien front de libération (FLN) en parti unique. Une »nouvelle classe« de gouvernants soutenus par les militaires s'accapare de l'appareil d'État et des revenus pétroliers; elle se construit une »légitimité révolutionnaire« qui engendre à son tour la fossilisation d'une l'histoire dépouillée de tous ses conflits intérieurs. Gilbert Meynier, professeur émérite en histoire contemporaine à l'université Nancy 2, explore les étapes de l'évolution spécifique du FLN. Il renvoie

l'indigence historique du régime à la pauvreté idéologique qui sévit durant les années de combat et souligne combien l'utilisation récurrente du concept «révolution» s'oppose diamétralement au vide de son signifié. Le concept abstrait d'un peuple algérien »sujet révolutionnaire« camoufle la prise de contrôle du FLN par son appareil militaire à la tête duquel le colonel Boumedienne s'impose en potentat. Fouad Soufi, chercheur et conservateur en chef du Centre des archives nationales au centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle à Oran, établit un lien de cause à effet entre la »révolte d'octobre 1988«, réprimée dans le sang, et un »réveil inattendu« de la mémoire collective. Les oubliés de l'histoire – messalistes, anciens partisans de l'aile modérée de Ferhat Abbas et communistes – réapparaissent à la lumière de l'actualité. Le combat sur le terrain historique s'embraserait d'autant plus que le pouvoir du FLN s'affaiblit. Daho Djerbal, professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Alger-Bouzaréah, approfondit ces réflexions en procédant à l'étude du rapport entre formation pédagogique et sciences historiques. Il constate en outre, que les »petites gens« ne disposent pas de ressources personnelles pour élaborer leurs traumatismes et que l'État n'assume pas ses responsabilités en la matière. Il critique la misère de l'enseignement dispensé dans les universités algériennes qu'il illustre par l'étonnante production de thèses de doctorat exclusivement consacrées à la guerre d'indépendance. Tayeb Chenntouf et Hassan Remaoun, professeurs d'histoire contemporaine à l'université d'Oran, interviennent sur les conséquences de la lecture officielle et politisée de la guerre d'indépendance sur l'enseignement secondaire. Tayeb Chenntouf expose les résultats d'une étude réalisée à Oran (2000 et 2002) par une équipe de professeurs, qui révèle que les enseignants appliquent les objectifs définis par l'État mais critiquent le rôle dans lequel ils sont engoncés. La politisation de l'enseignement dévaloriserait son contenu et annulerait leur autorité aux yeux des élèves insatisfaits. De son côté, Hassan Remaoun tente d'explicitier l'embrassement de la guerre civile des années 1990 par l'idée d'une »perturbation de l'identité« (*Identitätsstörung*) des jeunes générations dont l'unique référent à l'algérienité reste la guerre d'indépendance – »une algérienité« imprégnée de conceptions panarabes et islamiques. À la fin des années 1980, le paradigme »Algérie« aurait perdu de sa force parallèlement à l'affaiblissement du contrôle idéologique exercé par le FLN. Cette perte d'influence se ferait au profit de nouvelles aspirations, comme celle par exemple de l'établissement d'un nouveau Kalifat dont le foyer se situerait hors du pays. Certes, ces conclusions sont plausibles et posent question, mais il aurait été aussi enrichissant pour le public allemand, étranger aux réalités algériennes, que ces collègues traitent de façon significative de leur propre expérience et en présentent les avancées et les limites.

Mourad Bencheikh, ambassadeur d'Algérie à Berlin jusqu'en 2004, observe un autre effet de la glorification permanente du combat nationaliste: celle-ci aurait fait tomber dans l'oubli les crimes perpétrés par le colonialisme et n'aurait pas contribué à maintenir vivace le souvenir de »la révolution«. Mourad Bencheikh se prononce en faveur d'un travail de mémoire collectif des deux côtés de la Méditerranée; cette démarche commune produirait une action cathartique libératrice du poids du passé et permettrait de construire des relations franco-algériennes sur une nouvelle base solidaire.

Le dernier chapitre de l'ouvrage est consacré aux réactions des deux États allemands face au conflit

algérien. Les contributions révèlent que le processus de décolonisation n'influe pas seulement sur le contexte intérieur des puissances coloniales mais qu'il joue aussi un rôle dans le contexte dominant de la guerre froide. À l'arrière-plan du processus de réconciliation franco-allemande, le conflit colonial apparaît comme matière diplomatique sujette à explosion. Jean-Paul Cahn, professeur de civilisation allemande à l'université 1 Paris-Sorbonne, insiste sur la dimension secondaire de la question qui fut pourtant traitée avec la plus grande circonspection. Se référant aux travaux de Klaus-Jürgen Müller, il expose comment le gouvernement ouest-allemand – soucieux de ses propres intérêts face à un futur exportateur algérien de ressources pétrolières — a pratiqué une politique précaire d'«équidistance» à l'égard des deux protagonistes. Fritz Taubert, professeur d'histoire contemporaine et de sciences sociales à l'université Paris 12 – Val de Marne, tente d'explicitier la situation de «miroir quasi inversé» dans laquelle se trouvaient les dirigeants de la RDA face au gouvernement ouest-allemand. Il illustre comment des dissensions ont opposé «des hommes politiques pragmatiques» chargés des Affaires étrangères aux «idéologues» du parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) par deux exemples: le cas des légionnaires- déserteurs allemands de l'Algérie vers l'Allemagne et »l'affaire Kroun«, révélant à ce sujet et par la même occasion les rapports d'hostilité traditionnels qui opposent le FLN et le parti communiste algérien. Certes, mais l'on reste perplexe par la place et par la dimension de par trop historique accordées à cet exemple caractéristique et courant d'inquisition »communiste«. Par ailleurs, se référant aux travaux de Manfred Kittel, Fritz Taubert inverse à son tour le qualificatif de »machiavélisme«, utilisé par Kittel à l'encontre de la politique est-allemande, pour l'appliquer à celle du GPRA que je qualifierai plus justement de »résistance diplomatique«. Face à cette accumulation de détails relevant de la micro-histoire: quid du jeune public allemand?

Ce livre s'achève par l'article de Hartmut Elsenhans, professeur de relations internationales à l'université de Leipzig, qui interprète de façon positive l'adaptation de la France à la perte de son statut de grande puissance. La politique française de préservation des intérêts économiques, fondée sur une solution politique de la question algérienne, n'ayant pas abouti, c'est sous le général de Gaulle qu'il est enfin mis fin aux pressions d'une certaine hiérarchie militaire et des milieux colonialistes. Le retrait de l'Afrique du Nord se serait effectué dans l'intérêt général de l'État français.

Au moment où cet ouvrage fut mis sous presse, une polémique surgit en France qui lui accorda une singulière actualité. Le législateur a adopté une loi, mise en application le 23 février 2005, qui affirme la reconnaissance de la nation française envers les Français rapatriés d'Algérie et les anciens colons d'outre-mer. L'article 4 de cette loi préconise que la recherche accorde à la présence française la place qui lui revient sur d'autres continents, tout particulièrement en Afrique du Nord, et que les programmes d'enseignement soulignent le rôle positif de cette présence. Elle recommande en outre que l'espace dû à l'histoire de l'armée française et au sacrifice de ses soldats y soit également consacré.

Son adoption a provoqué un tollé légitime en France et en Algérie et fut considérée comme une provocation inacceptable à l'égard des faits historiques, des victimes de la colonisation et des familles d'origine nord-africaine vivant en France. L'article 4 représente en effet la tentation d'une ingérence

politique directe dans la recherche et l'enseignement. Considéré comme une atteinte à la liberté de pensée qui fonde toute recherche scientifique, il opère en même temps une rupture dans le principe de neutralité observé jusqu'ici par l'État français en permettant à l'un des protagonistes, ici les Français d'Algérie, d'imposer sa conception. Des historiens et des enseignants, parmi eux les auteurs de cette publication, ont condamné cette loi et demandé son annulation: et par là, peut-être, ont-ils illustré comment le concept de »Geschichtspolitik« pouvait opérer de part et d'autre de la recherche et du politique?

Le présent ouvrage, publié avec l'appui de la Fondation Volkswagen et avec le concours financier de l'Institut Georg-Eckert, est dédié à la mémoire des victimes de la guerre menée en Algérie. Il offre dans sa globalité un outil d'approche de la question algérienne et de son impact encore vivace sur l'évolution des relations franco-algériennes. Tout en contribuant à renforcer le questionnement en la matière, il propose de nombreuses pistes de réflexion sur le travail de l'historien en général et des méthodologies de recherche, en particulier.